OMALY SY ANIO, n° 41-44, 1995-1996, pp. 263-272

1947 A MADAGASCAR
EGLISE ET INSURRECTION

par

Jacques TRONCHON

Parler d'Eglise et Insurrection à Madagascar, en 1947, c'est évoquer aussitôt certains faits qui demeurent gravés dans la mémoire collective. Tantôt, l'Eglise apparaît comme victime, tantôt elle est soupçonnée de collusion avec l'occupant, ou au contraire elle est perçue comme le catalyseur du mouvement national. Voilà donc un écheveau qu'il s'agit de démêler, pour faire ressortir en définitive l'enracinement de l'Eglise à travers de multiples gestes d'entraide, qui l'ont rendue de plus en plus solidaire du peuple malgache et de sa destinée[1].

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE TANANARIVE

I. EGLISE VICTIME

Pour beaucoup d'observateurs contemporains des événements, et aujourd'hui encore pour certains analystes, l'Insurrection apparaît comme une machine de guerre dirigée contre l'Eglise. Certains faits sont bien connus : des centaines de lieux de culte incendiés ou systématiquement saccagés; l'assassinat du père Garvey (prêtre jésuite) à Manampatrana et de Lucien Botovasoa (tertiaire franciscain) à Vohipeno. Il est moins courant de présenter l'Eglise comme victime de la répression. C'est pourtant ce qui ressort des circonstances de la mort tragique du père Ognard (prêtre jésuite), selon différents témoignages[2], mais aussi de la brusque mise à l'écart du père Dunand (prêtre jésuite), bientôt considéré comme *personna non grata* à Madagascar par les autorités françaises agacées par la franchise de ses prises de position journalistiques. Enfin l'Eglise a été victime du climat de délation qui a souvent prévalu en 1947, exacerbant localement d'anciennes rivalités confessionnelles sur un fond de véritable guerre civile.

1. Se reporter à l'ouvrage collectif et oecuménique *Madagascar et le christianisme* (plus particulièrement le chapitre 17, consacré à la période, rédigé par Lucile Rabearimanana)
2. cf. Jacques Tiersonnier (s.j.), *Au coeur de l'Ile rouge*, p. 50

Tous ces faits peuvent donner lieu à différentes interprétations. Ils doivent être mis en relation avec l'atmosphère socio-politique de l'époque, où l'affrontement virulent des idéologies antagonistes rend très aléatoire la mise en garde des évêques catholiques dans leur lettre pastorale du 24 septembre 1946 : "la violence n'est utile à rien ; comme la haine, elle ne peut engendrer que le désordre et la mort ; seules les grandes vertus de justice et de charité peuvent faire le salut des sociétés comme elles font le salut des individus"[1]. Quatre grands courants idéologiques peuvent être relevés : traditionnaliste, marxiste, nationaliste et colonialiste. Ils s'opposent et s'imbriquent parfois les uns dans les autres, ce qui rend la situation de l'époque particulièrement compliquée et l'engagement politique périlleux. L'Eglise est peu préparée à cette confrontation, après des décennies où son rôle a été strictement cantonné dans le domaine cultuel et social par un Etat colonial et laïc attentif à neutraliser toute velléité d'éthiopianisme.

Le courant idéologique dominant, en ce milieu du vingtième siècle, est lié à l'héritage des habitudes ancestrales et des anciennes croyances. Cet héritage est alors ressenti et vécu de part et d'autre de manière conflictuelle entre les Eglises et les tenants des coutumes malgaches traditionnelles. La préoccupation n'est pas à l'inculturation de la foi chrétienne. Réunis à Antsirabe pour le sacre de Monseigneur Futy, le 24 avril 1947, les vicaires apostoliques de Madagascar prennent fermement position contre "les traditions ancestrales qui sont manifestement contraires aux exigences de la loi évangélique", dénonçant surtout les serments pratiqués par les conjurés et les insurgés[2].

Dans un ouvrage récent consacré au Sud-Est, Joseph Benoît insiste à propos de 1947 "sur le pouvoir des *katibo* en pays *Antemoro* et celui des *ombiasy* et *mpisikidy* dans toutes les ethnies, le pouvoir de ceux qui décidaient au nom des *Razana* et dont ils indiquaient la volonté"[3]. Il s'interroge à ce sujet sur la capacité de manipulation des conjurés par ce pouvoir occulte. A cette interrogation, certains membres de l'association *"Trano koltoraly malagasy"* n'hésitent pas à répondre par l'affirmative, imputant même au dit pouvoir le choix délibéré de la date fatidique du 29 mars selon les prescriptions chronologiques des anciens *fandroana* (l'ancien nouvel an malgache, qui correspondait au début de l'année lunaire)[4]. Dans le même ordre d'idée, un article anonyme de la revue Etudes (des Jésuites de France), publié début mars 1947, stigmatise le fait que "ce sont les *Hovas* (entendus ici au sens de *Merinas*), les anciens maîtres du pays, qui mènent la politique, eux qui font voter, par persuasion, menace ou pots-de-vin, les populations moins évoluées"[5].

---

1. *Eglise et société à Madagascar* (Textes bilingues des évêques) - tome 1, p.49
2. Textes bilingues des Evêques de Madagascar, Tome 1, p.59
3. *Le peuple des pirogues et le diocèse de Farafangana*, p. 102
4. Le T.K.M., qui revendique l'héritage de Joseph Rakotonirainy (ancien secrétaire général du MDRM) et de Jean Baptiste Razafintsalama (Dama-Ntsoha), s'est signalé récemment par des débats publics organisés à la Bibliothèque Nationale.
5. Etudes, mars 1947, Le Bouillonnement de l'Ile Rouge, p. 316

Dans le contexte d'une société demeurée profondément traditionnelle, l'idéologie marxiste a pu se développer cependant, surtout à partir des années trente, marquant de son empreinte la plupart des grands leaders politiques et un grand nombre de militants de base. Les travaux de Solofo Randrianja suggèrent que "le P.C.R.M. a participé à la préparation de l'insurrection en formant une grande partie de ses cadres et en constituant des fiefs politiques. En outre, sur le plan des idées, il a légué beaucoup d'éléments aux mouvements qui ont encadré l'insurrection de 1947"[1]. Cette analyse est parfaitement accordée à une opinion alors couramment admise dans les milieux d'Eglise, voyant la main du communisme derrière la montée de la violence à Madagascar, surtout après le déclenchement de l'insurrection du Viêt-Minh, fin 1946. Les fidèles catholiques gardent en mémoire les vigoureuses prises de position anti-communistes de Monseigneur Fourcadier, au moment du front Populaire, lorsqu'il reçoivent dix ans plus tard de leurs évêques des directives conditionnant les modalités de l'engagement politique et syndical (lettres épiscopales de 1946 et 1947). Traditionnalisme et marxisme sont perçus comme un danger par l'Eglise lorsqu'ils viennent alimenter le nationalisme. Si la légitimité de ce dernier a été reconnue officiellement par l'Eglise, depuis la lettre pastorale du 28 janvier 1934, les limites en sont clairement posées en 1946 et en 1947 : "un nationalisme qui détourne de Dieu et dénigre ses lois, n'en est pas un"[2]. Cependant l'article des Etudes cité plus haut distingue clairement communisme et nationalisme : "des *communisants* européens, français ou non, ont eu leur part dans l'éclosion ou le développement du nationalisme malgache ; mais en lui-même, ce nationalisme n'est pas autre chose que le désir véhément de liberté, d'indépendance"[3].

Des influences étrangères sont ici relevées qui suscitent aussi la réserve de l'Eglise. Des slogans importés, trop facilement libertaires, peuvent précipiter dangereusement les évolutions et bouleverser les fondements de l'ordre social, non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans celui des moeurs et de la foi. Le même article des Etudes exprime clairement cette crainte : "A ces heures de crise, tandis que la défiance, sinon la haine, attaque l'âme de nos Malgaches, il est frappant de voir avec quel empressement les foules vont à leurs guides religieux, partout où leurs tendances foncières ne sont pas combattues par des éléments occidentaux ou européanisés"[4]

Ces éléments occidentaux qui pervertissent l'âme malgache peuvent être aussi les colonialistes, représentants d'un combat d'arrière-garde, pour lesquels l'Eglise ne cache pas son hostilité. Ce point sera développé plus longuement

---

1. *Le Parti Communiste de la Région de Madagascar : 1930-1939*, p. 168
2. Textes bilingues des évêques de Madagascar, Tome 1, p. 59
3. *Etudes* - mars 1947, p.314
4. *Etudes* - mars 1947, p. 318

ultérieurement. Disons dans l'immédiat, sans revenir sur le cas très significatif des pères Dunand et Ognard évoqué plus haut, que l'Eglise n'est pas épargnée par la vindicte des milieux coloniaux les plus extrémistes, voire par le raidissement de l'occupation française dès la reprise en main de la France Libre, pendant la guerre, puis avec la mise en place des nouvelles institutions de l'Union Française lors de l'avènement de la IVe République. Pour le pouvoir en place et les milieux d'affaire, l'Eglise devient gênante à force de justifier le nationalisme, de soutenir le syndicalisme, de revendiquer la liberté de conscience et de stigmatiser les injustices sociales. Après les années de relatives bonnes relations de l'entre-deux guerres, le fossé se creuse à nouveau entre l'Eglise et le Pouvoir : ce fossé ne cessera de s'élargir pendant et après l'Insurrection.

II - EGLISE ET ESTABLISHMENT

L'Eglise prend ses distances lorsque le Pouvoir est jugé arbitraire. Elle tempère cependant ses critiques lorsque celui-ci est menacé, préférant le maintien d'un certain statu quo à une brutale remise en cause de l'ordre social. Cette attitude explique la prudente réserve du pasteur Ravelojaona au moment où l'occupation française de Madagascar est fragilisée par la politique conquérante du IIIème Reich. Le même réflexe en faveur de l'ordre établi se fait jour fin 1946 et début 1947, dans la surenchère qui prélude à l'éclatement de l'Insurrection.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre certaines réactions de peur, peu glorieuses pour l'Eglise, à la veille ou au début des évènements. L'occupant n'avait certes pas besoin des informations qui filtrèrent de certains milieux d'Eglise pour être tenu au courant de l'organisation de la conjuration et de la date de 29 mars pour déclencher les hostilités. Cependant, le fait que ces informations aient pu être données, quitte à trahir le secret de confession, a contribué à entretenir un malaise à l'encontre de l'Eglise. Dans le climat de surexcitation qui va s'emparer de la population européenne, une fois connus les massacres de la région de Moramanga et du Bas-Faraony, des milices armées vont s'organiser et une documentation photographique devenue tristement célèbre donne l'impression que des membres du clergé leur ont apporté leur concours. En outre la participation de certains missionnaires aux opérations dites de pacification a été souvent mal interprétée et source de malentendus, laissant planer les accusations de dénonciation contre tel ou tel. Ces faits restent à prouver. Il est, par contre, établi que la présence des aumôniers, sur le terrain des opérations militaires, a permis d'éviter bien des excès, sauvant plusieurs vies humaines.

C'est d'ailleurs dès le début des hostilités que l'Eglise s'est employée à calmer le jeu, comme sut le faire le pasteur Perrot pour influencer le Haut Commissaire de Coppet en l'incitant à tenir tête aux manifestations de colons qui venaient réclamer devant les grilles du palais d'Ambohitsorohitra la mise en état de siège de toute l'Ile. Quelques mois plus tard, le Vicaire apostolique de

Fianarantsoa, Monseigneur Xavier Thoyer, et le supérieur de la Mission jésuite, le père Eugène Dupont, mettent en garde leurs confrères européens contre des imprudences verbales ou un autoritarisme qui pourraient être suspectés de colonialisme, rappelant les recommandations romaines donnés aux missionnaires en juin 1938 : "qu'ils traitent les autres nations avec le même respect dont ils désirent que l'on use envers leur propre pays"[1].

Ces consignes de prudence ne contestent pas pour autant l'autorité coloniale. Celle-ci continue de trouver une caution tacite auprès des Eglises, aussi longtemps que l'insurrection représente une menace réelle. Mais il faut souligner par ailleurs que l'Eglise observe une prudente réserve tout au long des événements, se désolidarisant certes de la violence insurgée, mais se plaçant exclusivement sur le plan religieux et se gardant de tout jugement politique.

III. EGLISE CATALYSEUR

La coïncidence du 29 mars 1947 avec le temps liturgique de la Semaine Sainte (c'était la nuit précédant le dimanche des Rameaux), mais aussi avec l'anniversaire de la promulgation du "Code des 305 articles" (le 29 mars 1881) suggère de s'attarder sur l'atmosphère chrétienne propre aux événements de 1947. Ceci n'est pas en contradiction avec les faits évoqués plus haut, si l'on veut bien prêter attention au caractère spécifique de l'expansion du christianisme à Madagascar. Un rappel historique s'impose. En promulguant le 29 mars 1881 une législation nouvelle pour son royaume, la chrétienne Ranavalona II entendait manifester l'avènement à Madagascar d'un nouvel humanisme, fondé sur les grands principes de la Bible qu'elle avait adoptée depuis son baptême en 1869 en lieu et place des *Sampy* (les anciens palladium royaux). Désormais les croyances traditionnelles étaient officiellement prescrites partout où se faisait ressentir l'influence de la couronne d'Antananarivo, la Bible et le Pouvoir déterminant la dialectique d'une nouvelle construction étatique et culturelle imbriquant étroitement le politique et le religieux[2].

Cette appropriation des concepts chrétiens par l'antique *fanjakana* (mode de gouvernement ancestral) allait avoir à Madagascar des conséquences comparables à la romanisation de l'Eglise après la conversion de Constantin, ce processus de malgachisation du christianisme créant un enracinement et des attitudes qui résisteront à toutes les tentatives de nivellement culturel durant la période coloniale. En outre, l'imprégnation du christianisme dans la société malgache va s'opérer de manière progressive et contrastée suivant les régions et les classes sociales, la grande majorité s'habituant à vivre sa pratique religieuse sur des registres différents, accommodant souvent les convictions chrétiennes avec les

1. Textes bilingues des évêques de Madagascar,Tome 1, p.79
2. Cf. Les travaux de Françoise Raison-Iourde sur le dix-neuvième siècle malgache.

coutumes ancestrales. Il en est résulté un comportement original d'attachement aux Eglises, perçues comme le refuge de l'identité nationale face à l'occupation étrangère et au système colonial, mais aussi de grand relativisme chez beaucoup à l'égard des dogmes et de la hiérarchie. Ce relativisme a prévalu aussi dans l'engagement politique, vécu à la malgache, même au sein du PCRM.[1]

Lorsqu'il s'organise en 1946, le MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache) reflète parfaitement toutes ces ambivalences et excelle à se situer au carrefour de cet héritage à la fois politique, culturel et religieux. De là son succès foudroyant pendant la courte période d'une quinzaine de mois qui va précéder sa dissolution et son élimination dans le contexte de la répression de l'insurrection. Les sociétés secrètes qui agissent sous son couvert, en sous main ou à son insu, procèdent de la même démarche originale, se réclamant à la fois de la Bible, des ancêtres et du nationalisme héritier des *Menalamba* et de la *Vy Vato Sakelika* (V.V.S.), dont les concepts ont été revus et corrigés pendant les années trente sous l'influence idéologique du PCRM. et du Front Populaire. Devant cette montée en puissance du MDRM., apte à capter les meilleures énergies nationales, certains milieux d'influence s'organisent pour essayer de se positionner eux aussi sur l'échiquier politique malgache de l'après-guerre, mais sans grand succès. C'est toute l'histoire du PADESM (Parti des Déshérités de Madagascar, soutenu par l'administration coloniale), du PDM. (Parti Démocrate Malgache, de tendance protestante) et du MSM. (Parti Social Malgache, de tendance catholique). Ces trois partis ne pourront jamais prétendre à s'identifier vraiment au drapeau qu'ils affichent et encore moins à une véritable adhésion populaire.

Si l'influence des Eglises se fait ressentir au sein de toutes ces formations politiques, il n'empêche que la grande majorité des militants chrétiens se trouve entraînée dans le sillage du MDRM., le seul à constituer un mouvement de masse, alors que les autres formations demeurent des partis clientélistes de notables. Les organisations syndicales chrétiennes, les différentes branches du scoutisme, les aumôneries militaires des tirailleurs malgaches enrégimentés pendant la Seconde Guerre mondiale sont autant de pépinières qui offrent au MDRM., au PANAMA (Parti National Socialiste Malgache) et au JINY les leaders de base sans lesquels ces partis n'auraient pu ni s'enraciner, ni se développer. Les grands leaders du Mouvement, à commencer par les membres de la Délégation parlementaire malgache à Paris, affichent tous des convictions chrétiennes et des sympathies qui les rendent très proches des responsables des hiérarchies ecclésiastiques. Il se trouve même une opinion couramment répandue, jusqu'à aujourd'hui, pour prêter au père Dunand, alors rédacteur en chef de *Lakroan'i Madagasikara*, la paternité des statuts du

1 . *Le Parti Communiste de la Région de Madagascar*, p. 141

M.D.R.M., même si le fait n'a jamais été confirmé par l'intéressé et se trouve formellement démenti a posteriori par Jacques Rabemananjara[1].

La stratégie officiellement non-violente prônée par la plupart des leaders politiques de l'époque, parfois même au niveau de la conjuration et de l'insurrection, a une tonalité plus évangélique que traditionnelle. Elle peut aussi être mise en relation avec l'intense rayonnement international que connaissait alors la personnalité du Mahâtmâ Gandhi, même si cette référence n'apparaît pas avec évidence dans la documentation. Il est saisissant de constater que l'assassinat de ce dernier survient en Inde, au milieu des convulsions sociales que l'on sait, au moment où l'Indochine et Madagascar basculent irrémédiablement dans la violence. Tout se passe alors comme si certaines forces impitoyables voulaient enrayer à nouveau les espoirs de paix universelle qui s'étaient faits jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et de la proclamation de la Charte de San Francisco. Dans l'Ile, comme ailleurs, les années 1947-1948 sont un temps de confrontation tragique des utopies à l'épreuve des faits.

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE TANANARIVE

IV. EGLISE SOLIDAIRE

Sur le terrain, l'action discrète mais tenace des chrétiens, parfois au péril de leur vie, contribue à calmer les tensions, à apaiser les douleurs les plus vives, que ce soit dans les prisons, dans les prétoires ou sur le lieu même des hostilités. Partout les fidèles, les prêtres, les pasteurs, les congrégations religieuses se mobilisent pour essayer de neutraliser la violence, pour atténuer les atrocités de la répression policière et militaire.. Dans ses mémoires, Jacques TIERSONNIER donne un témoignage très intéressant sur cette période[2]. Il souligne notamment "le courage du lieutenant Albert Randriamaromanana qui eut la grandeur d'âme de reconnaître sa responsabilité entière dans le complot et de mourir en soldat chrétien". Ce sens des responsabilités, cette attitude courageuse pourrait être illustré par maints exemples. Reprenant des notes établies à l'époque par le père Deguise (alors lazariste et curé de Manakara), Joseph Benoît retrace les circonstances poignantes de la mort de Lucien Botovasoa, témoignant jusqu'au bout de sa foi, trahi et abandonné par ses proches[3]. Cinquante ans après l'événement, Rodolphe Razafimbahiny atteste encore de l'idéal chrétien qui lui permit de résister à ses tortionnaires, dans les geôles de Mananjary[4].

Parmi les insurgés eux-mêmes, s'impose au cours de l'insurrection la noble figure de Michel Radaoroson. Cet instituteur *betsileo* de la mission catholique

---

1. Contrairement à sa déclaration lors du procès des Parlementaires en août 1948. Cf lettre à Jacques Tronchon, du 17 juillet 1997.
2. *Au coeur de l'Ile Rouge*, pp. 50 à 57
3. *Le peuple des pirogues et le diocèse de Farafangana*, p.98
4. Son témoignage a été publié le 29 mars 1997 par le journal L'Express de Madagascar.

d'Alakamisy-Ambohimaha puise dans la Bible la sève de ses discours et trouve des accents pauliniens pour inviter les Malgaches à la réconciliation nationale et à la concorde, appelant au respect de l'adversaire, au dépassement des clivages politiques, voire au refus de la violence. Dans l'entourage plus martial de Victorien Razafindrabe, au nord de la zone insurgée, on prend garde de laisser le père Joseph Ranaivo (vicaire de la paroisse de Moramanga) continuer à déployer son activité pastorale, après qu'il se fût enfui dans la forêt de Beparasy avec ses ouailles pour échapper aux représailles des soldats sénégalais.

Jacques Rabemananjara qui, comme beaucoup, eut à subir les pires tortures dans les locaux de la Sûreté générale à Tananarive, avant de connaître près de dix années de détention, témoigne aujourd'hui sur son ami Louis Dunand, jésuite et journaliste, une figure particulièrement représentative de la compassion vécue alors par l'Eglise auprès des pauvres, des exclus, des prisonniers et des condamnés : "Le père Louis Dunand était mon ancien condisciple chez les jésuites d'Ambatoroka. Il n'a jamais dissimulé nos relations d'amitié. Esprit ouvert et généreux, il accomplissait son apostolat à la Saint Paul : grec avec les Grecs, romain avec les Romains et naturellement malgache avec les Malgaches. Il était un de ces missionnaires qui ne confondait pas évangélisation et colonisation, impérialisme culturel et christianisation. Cette attitude suffisait amplement, dans l'atmosphère de suspicion et de tension de l'époque, à le rendre suspect de sentiment anti-français et à lui attirer l'hostilité d'un certain nombre de compatriotes, même parmi ses confrères de la Compagnie de Jésus"[1]. A vrai dire, la plume acérée du journaliste, qui dénonçait l'arbitraire et l'injustice de la répression, en même temps que l'appauvrissement du petit peuple malgache, devint insupportable aux autorités coloniales. Il fallait l'acharnement à sauver son confrère du nouvel évêque de Tananarive, Monseigneur Sartre, pour que l'expulsion voulue par le Haut Commissaire de Chevigné soit évitée. Destitué brusquement de ses importantes responsabilités pastorales et journalistiques par son supérieur religieux, le père de Méritens, Louis Dunand fut éloigné de la presse et nommé curé de brousse dans les confins du nord de l'Imerina : c'était le prix à payer pour sa franchise intrépide et son engagement audacieux auprès des victimes de la répression.

Bien d'autres témoignages pourraient être cités pour illustrer ce thème de la foi et de la solidarité active de l'Eglise pendant ce temps d'épreuve. Stanislas Rabialahy, un autre condisciple à Ambatoroka de Jacques Rabemananjara, devenu comme lui leader du M.D.R.M. et parlementaire, a publié le récit de son incarcération au bagne de Nosy lava, véritable témoignage d'un croyant dont la conviction forte était un soutien pour ses compagnons de geôle[2]. Avant de conclure, sur une note d'espoir, il convient de rappeler le rôle exceptionnel joué par la

1. Lettre de Jacques Rabemananjara à Jacques Tronchon, du 17 juillet 1997.
2. *Méditations d'un condamné politique de 1947.*

communauté des sœurs bénédictines d'Ambositra pendant toute la période des événements de 1947 : loin des violences et des polémiques, leur monastère était devenu un lieu d'écoute et de rencontre fraternelle, véritable havre de paix où pouvaient se côtoyer les personnalités les plus en vue de l'époque, jusqu'aux parlementaires du M.D.R.M. et au Haut-Commissaire Marcel le Coppet.

Au terme de la partie impitoyable de bras de fer entre l'établissement colonial et le mouvement indépendantiste, il devenait de plus en plus manifeste que l'Eglise choisissait son camp, celui de l'indépendance. Une fois l'Insurrection écrasée et le MDRM. anéanti, l'opposition politique malgache pouvait difficilement s'exprimer, sinon en cantonnant plus ou moins son action dans la revendication pour l'amnistie et la libération des détenus. L'Eglise saura contraindre le pouvoir colonial à ouvrir des voies nouvelles, notamment par la déclaration de la Conférence épiscopale catholique du 27 novembre 1953 qui manifeste une prise de position sans concession en faveur de l'indépendance de Madagascar et de la suppression du système colonial.

BIBLIOGRAPHIE

Textes Bilingues des évêques de Madagascar, "Eglise et société à Madagascar", Tome I (1889-1960), Ed. Foi et Justice, Antananarivo, 1990.

Collectif d'auteurs, sous la direction de Bruno HUBSCH, *Madagascar et le Christianisme*, Ed. Ambozontany, Karthala et ACCT, Antananarivo/Paris, 1993.

DUNAND Louis (s.j.), *Pionnier missionnaire : 1928-1980*, Ateliers Carmella, Laval, 1990.

BENOIT Joseph (p.m.), *Le peuple des pirogues et le diocèse de Farafangana*, L'Harmattan, Paris, 1997.

RABIALAHY Stanislas, *Méditations d'un condamné politique de 1947*, Ed. Ambozontany, Fianarantsoa, 1980.

RAISON-JOURDE Françoise, *Bible et pouvoir à Madagascar*, Karthala, Paris, 1992.

RANDRIANJA Solofo, *Le Parti Communiste de la Région de Madagascar : 1930-1939*, Ed. Foi et Justice, Antananarivo, 1989.

TIERSONNIER Jacques (s.j.), *Au coeur de l'Ile Rouge, 50 ans de vie à Madagascar*, Ed. Beauchesne et Ambozontany, Paris/Antananarivo, 1991.

TRONCHON Jacques, *L'Insurrection malgache de 1947*, Ed. Karthala et Ambozontany, Paris/Antananarivo, 1986.